



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP



# CROISSANCE AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Facteurs déterminants de marché  
et de politique





Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT

# CROISSANCE AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST :

## FACTEURS DÉTERMINANTS DE MARCHÉ ET DE POLITIQUE

**Frank Hollinger**

(Organisation des Nations Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture)

**John M. Staatz**

(Michigan State University)

Editeurs

Publié conjointement par la Banque africaine de développement  
et

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Rome, 2015

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou de la Banque africaine de développement (BAD) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO ou de la BAD, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO ou de la BAD.

FAO ISBN 978-92-5-208700-7

© FAO et BAD, 2015

La FAO et la BAD encouragent l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO et la BAD soient correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO et la BAD approuveraient les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request) ou adressée par courriel à [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être achetés par courriel adressé à [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org).

**Crédits photos : couverture avant – de gauche à droite, du haut en bas :**

© FAO/Frank Hollinger; © FAO/David Youngs; © FAO/Frank Hollinger; © FAO/Olivier Asselin, © FAO/Guilio Napoletano, © FAO/Olivier Asselin, © FAO/Desmond Kwande

**Crédit photos : couverture arrière – de gauche à droite :**

© Ryan Vroegindewey, © Ryan Vroegindewey, © Andrew Murray

# Avant-propos

L'Agriculture ouest-africaine est à un tournant. Après de longues périodes pendant lesquelles ce secteur a bénéficié d'une attention limitée, les pays d'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires de développement reconnaissent son importance décisive pour une croissance diversifiée, la sécurité alimentaire, la nutrition et la réduction de la pauvreté. L'attention renouvelée portée à l'Agriculture s'est cristallisée autour du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du NEPAD mis en œuvre en Afrique de l'Ouest par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et ses Etats-membres dans le cadre de la politique agricole régionale de la CEDEAO (ECOWAP). La reconnaissance du rôle essentiel de l'agriculture coïncide avec des mutations fondamentales du contexte régional et mondial pour la croissance agricole, suscitant des opportunités sans précédent ainsi que de nouveaux défis. Les effets conjugués d'une forte hausse de la demande, de prix agricoles plus élevés et d'une conjoncture macroéconomique et de politiques plus propices engendre les conditions les plus favorables à la croissance agricole rencontrées depuis plus d'une trentaine d'années. Parallèlement, de nouveaux défis allant du changement climatique à une volatilité accrue des prix menacent la capacité des Africains de l'Ouest à saisir ces opportunités.

Cette étude sur la Croissance agricole en Afrique de l'Ouest (AGWA) vient à point nommé. Elle examine l'Agriculture dans le cadre élargi de la transformation des systèmes agroalimentaires, depuis la fourniture d'intrants jusqu'au consommateur, dans les 15 pays de la CEDEAO en employant le terme Agriculture (avec un « A » majuscule) pour désigner l'ensemble du système. L'étude se base sur une analyse des facteurs de croissance passés et des potentialités futures pour tirer des conclusions sur la conception et la mise en œuvre de politiques et investissements

agricoles plus performants et inclusifs. Au fur et à mesure que l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest réagit aux transformations démographiques, sociales et économiques de la région, la formulation des politiques devient plus complexe. L'éventail des parties prenantes s'est élargi avec la participation accrue des organisations du secteur privé et de la société civile à la formulation et à la mise en œuvre des politiques. Par conséquent, la coordination intersectorielle devient encore plus importante. Répondre aux pressions multiples exercées sur le secteur agricole exige des mesures qui dépassent les missions classiques des ministères de l'agriculture. L'élaboration des politiques agricoles doit désormais tenir compte des interdépendances existant entre des problématiques aussi diverses que la recherche, les investissements dans les transports, les politiques monétaires et la sensibilisation à la nutrition. Ce document est une riche compilation de données empiriques, de connaissances et d'analyses qui mettent en lumière ces interdépendances.

Conscientes des nombreuses opportunités et menaces suscitées par l'évolution du contexte de l'Agriculture en Afrique de l'Ouest, la Banque africaine de développement (BAD), la CEDEAO et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont décidé d'unir leurs efforts pour mener ce travail d'analyse. Cette étude vise à offrir un fondement empirique plus solide destiné à éclairer les réformes politiques en cours et les choix d'investissements à l'échelle nationale et régionale, mais aussi à servir de source d'information et d'analyse pour toute une série de parties prenantes s'efforçant de construire une Agriculture ouest-africaine plus robuste, durable et inclusive. La lecture de cette étude, qui tient compte des perspectives d'avenir, est essentielle pour les décideurs, partenaires de développement, scientifiques, exploitants agricoles et autres acteurs du secteur de l'agroalimentaire.



Donald Kaberuka  
Président

Banque africaine de développement



José Graziano da Silva  
Directeur Général

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture



Kadré Désiré Ouédraogo  
Président

Commission de la CEDEAO

# Remerciements

L'étude sur la croissance agricole en Afrique de l'Ouest (AGWA)<sup>1</sup> est une entreprise commune de la Banque africaine de développement (BAD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le présent rapport est le fruit d'une initiative collective résultant des contributions de nombreuses organisations et personnes. La mise en œuvre de l'étude a reposé sur le Centre d'investissement de la FAO et a été menée par Frank Hollinger, en étroite collaboration avec le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique et les Divisions techniques de la FAO. Les principaux auteurs de l'étude sont Frank Hollinger (FAO) et John Staatz (Université d'Etat du Michigan, MSU). James Tefft, Mohamed Manssouri, Henri Josserand, Abdoulaye Mbaye (tous de la FAO), Nango Dembélé, Boubacar Diallo et Steven Haggblade (tous de MSU), et Panos Konandreas (consultant) ont apporté des contributions intellectuelles et des commentaires de grande valeur.

En outre, les personnes suivantes ont joué un rôle essentiel de mobilisation et de soutien continu de l'étude au sein de trois organisations partenaires : Dougou Keita, Nejjib Kacem et Jonas Chianu à la BAD, Ernest Aube, Rui da Silva et Alain Sy Traoré à la CEDEAO et Guy Evers, Alberta Mascaretti, James Tefft et Mohamed Manssouri à la FAO.

Pour renforcer le fondement empirique de l'étude, l'équipe chargée de cette étude a commandé plusieurs documents de référence et notes qui ont alimenté ce rapport. Les auteurs de ces documents d'information sont Arlene Alpha (politique commerciale), Denis Drechsler (filiales), Andrew Lambert (secteur agroalimentaire), Panos Konandreas (volatilité des prix, commerce), Maurice Taondyandé and Mbaye Yade (enquêtes budget-consommation) et Andrea Woolverton (consommation alimentaire et études de cas au niveau de la vente au détail). Plusieurs personnes ont contribué au travail de terrain sur la consommation alimentaire et les tendances à

Accra et Lagos et sur les industries agroalimentaires au Nigeria. Il s'agit de Anthony Akunzule, Stephan Frimpong, Joan Nimarkoh, James Tefft, Adeniyi Ologunleko, Bolarin Omonona et Andrea Woolverton. L'équipe de l'étude AGWA s'est entretenue dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest avec des agriculteurs, transformateurs agricoles, détaillants, consommateurs et autres informateurs clés du secteur agroalimentaire. L'équipe leur est reconnaissante d'avoir partagé leur savoir, leur expertise et leur savoir-faire et les remercie.

En outre, le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROP-PA) a participé à plusieurs étapes de l'étude et apporté des contributions précieuses. Il s'agit des documents de référence concernant les rôles et les prises de position des organisations d'agriculteurs dans l'élaboration des politiques ouest-africaines et les expériences pratiques sur la contribution des agriculteurs à l'essor de filières alimentaires dynamiques. Nos remerciements s'adressent tout particulièrement à Mamadou Cissokho et à Jacques Strebelle qui ont facilité ces contributions et au Collectif de Stratégies Alimentaires de Belgique pour leur soutien technique.

De nombreux experts de la FAO ont aussi contribué à cette étude. Il s'agit de Michael Marx, Giorgia Nicoló, Mohamed Ag Bendeck, Julia Seevinck, Hélène Coulibaly et Catherine Bessy. Les auteurs ont aussi bénéficié des discussions utiles qu'ils ont eues avec les membres de l'équipe du Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique de la FAO (SPAAA). L'analyse du bilan alimentaire du Chapitre 5 se fonde sur les travaux de Nathalie Me-Nsope de Université d'Etat du Michigan (MSU), avec l'appui de la Fondation Syngenta pour une agriculture durable. Holger Matthey et Merrit Cluff du Département des perspectives économiques de la FAO/OCDE ont procuré des analyses de données spéciales qui se sont avérées très utiles pour l'analyse de l'évolution future potentielle de l'offre et de demande en Afrique de l'Ouest. Un soutien administratif précieux a été apporté

<sup>1</sup> Agricultural Growth in West Africa en anglais

par Mirella Bonacci et Patrizia Veroli du Centre d'investissement de la FAO.

Le rapport définitif a été fortement amélioré par les commentaires d'Ernest Aube, Astrid Agostini, Arlène Alpha, Jean Balie, Jesus Barreiro Hurle, Nicolas Bricas, Jonas Chainu, Nango Dembélé, Boubacar Diallo, Stephanie Gallatova, Hélène Gourichon, Steve Haggblade, Peter Hartmann, Edward Heineman, Najib Kacem, Dougou Keita, Siobhan Kelly, Panos Konandreas, Patrick Kormawa, Alban Mas Aparisi, Mohamed Mansouri, Alberta Mascaretti, Nomathemba Mhlanga, Jamie Morrison, David Neven, Alain Onibon, Hermann Pfeiffer, Philippe Rémy, Adeleki Salami, Saifullah Syed et James Tefft, ainsi que par les participants d'un atelier de révision qui s'est tenu à la BAD en juillet 2013. Nous avons également bénéficié des commentaires des participants à une séance de discussion sur l'ébauche du présent rapport, lors de la 4<sup>e</sup> conférence annuelle internationale de l'Association africaine des agroéconomistes, qui s'est tenue à Hammamet, en Tunisie, au mois de septembre 2013.

La version définitive du rapport a été corrigée par Miriam Sohlberg et relu par Julie Seevinck. Steve Longabaugh de l'Université d'Etat du Michigan a fourni une aide de grande valeur en préparant plusieurs cartes et graphiques pour la publication.

La traduction française de l'étude a été assurée par Julie Porter (USA) et son équipe de traducteurs professionnels : Manon King (USA), Dominic Michelin (France), Bougouma Mbaye Fall (Sénégal) et Ousmane Traoré Diagne (Sénégal). La traduction de l'étude a également bénéficié des commentaires et corrections de Ramziath Adjao. Des remerciements spéciaux sont dus à Thorsten Hallscheidt pour la conception graphique.

Bien qu'ils reconnaissent avec gratitude les contributions de toutes les personnes et organisations mentionnées plus haut, les auteurs endossent seuls la responsabilité de tout fait ou interprétation erronée qui serait resté dans ce rapport.

# Table des matières

<i>Avant-propos</i> .....	III
<i>Remerciements</i> .....	IV
<i>Table des matières</i> .....	VI
<i>Liste des tableaux</i> .....	IX
<i>Liste des figures</i> .....	XI
<i>Liste des encadrés</i> .....	XII
<i>Liste des acronymes</i> .....	XIII
<i>Principaux résultats</i> .....	XVII
<i>Synthèse</i> .....	1
I. Contexte et motivation de l' étude.....	1
II. Principales tendances et facteurs de changement.....	3
III. Implications de ces tendances et facteurs de changement pour la croissance et les politiques agricoles.....	6
IV. Comment le système agroalimentaire a-t-il réagi à l'évolution de la demande et des tendances du marché?.....	10
V. Pourquoi la réponse de l'offre est-elle en retard sur la hausse de la demande?.....	15
VI. Evolution des politiques Agricoles nationales et régionales.....	20
VII. Evolution des politiques commerciales.....	24
VIII. L'avenir : de grands principes directeurs pour des politiques Agricoles plus performantes.....	25
IX. L'avenir : des éléments clés pour des politiques plus efficaces.....	33
<i>1. Introduction</i> .....	41
1.1 Pourquoi une étude de la politique Agricole en Afrique de l'Ouest?.....	41
1.2 Contexte, objectif et portée de l'étude.....	43
1.3 Le rapport définitif AGWA : un guide de lecture.....	45

## Partie I

Transformation des systeme agroalimentaires en Afrique de l'Ouest : facteurs et tendances	51
---	----

<i>2. Les facteurs des changements structurels de l'Agriculture ouest-africaine</i> .....	53
2.1 Tendances démographiques.....	53
2.2 Une transformation structurelle en retard.....	58
2.3 Tendances de la croissance et de la répartition des revenus.....	60
2.4 Des progrès économiques et politiques encore fragiles dans l'ensemble.....	69
2.5 Mondialisation et changements technologiques.....	74
2.6 Synthèse des principales conclusions.....	76

3. Réponse de la production .....	79
3.1 Une base de production agricole très diversifiée .....	79
3.2 Tendances de la production agricole régionale .....	81
3.3 Tendances de la productivité agricole .....	83
3.4 Pourquoi la réponse de l'offre est-elle en retard sur la croissance de la demande .....	89
3.5 Conclusions sur la réponse de l'offre .....	104
4. Réponse du commerce .....	107
4.1 Le rôle de l'agriculture dans le commerce de marchandises de l'Afrique de l'Ouest .....	107
4.2 Balances commerciales cumulées : marchandises, agriculture et alimentation .....	111
4.3 Importations : composition, tendances et dépendance .....	111
4.4 Exportations : composition, tendances et compétitivité .....	117
4.5 Commerce intra-régional .....	121
4.6 Les exigences de qualité sur les marchés régionaux et internationaux à l'exportation .....	124
4.7 Synthèse des principales conclusions .....	125
Annexe au Chapitre 4 .....	126
<i>Section thématique A: La volatilité des prix alimentaires en Afrique de l'Ouest : impacts, causes et options politiques .....</i>	131

## Partie II

Tendances de la demande et de la consommation en Afrique de l'Ouest .....	141
---	-----

5. Tendances de la consommation alimentaire apparente par habitant : enseignements tirés de l'analyse des bilans alimentaires .....	143
5.1 Résultats portant sur la disponibilité accrue de macronutriments .....	143
5.2 Féculents .....	145
5.3 Sources de protéines de haute qualité .....	149
5.4 Fruits et légumes .....	152
5.5 Huile végétale .....	154
5.6 Sucre et édulcorants .....	155
5.7 Boissons alcoolisées .....	155
5.8 Synthèse : Principales conclusions et implications politiques .....	155
Annexe au Chapitre 5 .....	158
6. Comment l'urbanisation influence-t-elle la consommation alimentaire ? Enseignements dégagés des enquêtes budgetconsommation .....	163
6.1 Problèmes méthodologiques .....	163
6.2 L'importance des dépenses alimentaires dans les budgets des ménages .....	164
6.3 Structure des dépenses alimentaires selon les principaux groupes d'aliments .....	165
6.4 Quantification de la relation entre la hausse des revenus et la demande .....	174
6.5 Synthèse : Principales conclusions et implications politiques .....	181
Annexe au Chapitre 6 .....	183

7. <i>L'essor des classes moyennes et l'évolution de la demande des produits alimentaires au Ghana et au Nigeria</i> .....	187
7.1 Contexte : principales caractéristiques de la transformation structurelle au Ghana et au Nigeria .....	187
7.2 Principaux résultats des entretiens avec des consommateurs .....	190
7.3 Synthèse : principales conclusions et implications politiques .....	200

## Partie III

Comment les systèmes agroalimentaires en l'Afrique de l'Ouest réagissent-ils aux tendances actuelles du marché .....	203
--	-----

8. <i>Commerce de détail moderne des produits alimentaires en Afrique de l'Ouest : nouvelles tendances et perspectives</i> .....	205
8.1 Contexte : évidence de la « révolution des supermarchés » dans le monde .....	205
8.2 Evidences en Afrique subsaharienne .....	208
8.3 Commerce de détail moderne de produits alimentaires en Afrique de l'Ouest .....	213
8.4 Perspectives .....	220
8.5 Principales conclusions et implications politiques .....	222
9. <i>Le secteur agroalimentaire et les industries agroalimentaires : situation actuelle, opportunités et défis</i> .....	225
9.1 Contexte : secteur agroalimentaire et industries agroalimentaires .....	225
9.2 Principales caractéristiques du secteur agroalimentaire en Afrique de l'Ouest .....	226
9.3 Performance générale du secteur et tendances .....	231
9.4 Opportunités et contraintes pour le développement du secteur agroalimentaire en Afrique de l'Ouest .....	235
9.5 Principales conclusions et incidences sur les politiques .....	242
10. <i>Réponse de quelques chaînes de valeur</i> .....	247
10.1 Chaînes de valeur axées sur les consommateurs ouest-africains .....	248
10.2 Chaînes de valeur axées sur l'exportation .....	270
10.3 Autres chaînes de valeur à fort potentiel de croissance .....	283
10.4 Synthèse des points clés et conclusions .....	288

## Partie IV

Politiques de développement des systèmes agroalimentaires en Afrique de l'Ouest .....	293
---	-----

11. <i>Politiques agricoles nationales et régionales: Evolution et défis actuels</i> .....	295
11.1 Les politiques agricoles depuis les indépendances jusqu'au milieu des années 1980 : une approche du développement menée par l'état .....	295
11.2 Ajustement structurel et désintérêt pour l'agriculture .....	303
11.3 Réponse politique initiale à l'ajustement structurel .....	306
11.4 Emergence de l'ECOWAP/PDDAA .....	310
11.5 Impacts de la « redécouverte de l'Agriculture », notamment ECOWAP/PDDAA .....	319
11.6 Les politiques et investissements du PDDAA répondent-ils aux attentes et aux enjeux structurels de l'Agriculture ouest-africaine ? .....	328
11.7 Politiques ignorées ou sous-estimées et absence de liens avec d'autres politiques .....	331

11.8	Mise en œuvre des politiques .....	333
11.9	Synthèse des principales conclusions .....	335
	Annexe au Chapitre 11 .....	337
<i>Section thématique B : Participation des intervenants dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques .....</i>		345
<i>Section thématique C : Amélioration de l'accès aux engrais, aux semences améliorées, aux pesticides et aux intrants vétérinaires .....</i>		349
<i>Section thématique D : Politiques relatives au régime foncier et aux droits d'usage de l'eau .....</i>		355
12.	<i>Politique commerciale .....</i>	359
12.1	L'objectif politique : créer un marché ouest-africain unifié .....	359
12.2	Le programme d'intégration commerciale : progrès et défis restants .....	362
12.3	Renforcement de la cohérence des politiques .....	378
12.4	Prendre en charge la volatilité des prix .....	381
12.5	Autres domaines à prendre en charge .....	383
12.6	Conclusions et questions en suspens sur l'avenir des politiques commerciales régionales .....	385
13.	<i>Principales conclusions, implications politiques et la voie à suivre .....</i>	389
13.1	Principales conclusions et implications politique .....	389
13.2	L'avenir : de grands principes directeurs pour des politiques Agricoles plus performantes .....	396
13.3	L'avenir : principes directeurs pour des politiques plus performantes .....	405
	<i>Bibliographie .....</i>	416
	<i>Crédits photos .....</i>	426

## Liste des tableaux

2.1	Estimations passées et projections pour les pays membres de la CEDEAO .....	54
2.2	Taux d'urbanisation estimés, 1990 - 2050 .....	55
2.3	Parts moyennes des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services dans le PIB global .....	58
2.4	Taux de croissance du PIB et part du PIB sur la région, Pays de la CEDEAO .....	61
2.5	Taux individuels de pauvreté et coefficients Gini pour les pays d'Afrique de l'Ouest .....	63
2.6	La classe moyenne ouest-africaine en 2008 .....	64
2.7	La sous-nutrition dans la zone CEDEAO, 1992-2008 .....	65
3.1	Production agricole CEDEAO par valeur .....	81
3.2	Volume et taux de croissance des principales cultures .....	82
3.3	Volume et taux de croissance des principaux produits de l'élevage, en moyenne triennale .....	82
3.4	Rendements moyens pour les denrées sélectionnées .....	84
3.5	Rendements moyens par pays pour les cultures sélectionnées en Afrique de l'Ouest, 2008-2010 .....	86
3.6	Taux de croissance annuel moyen de la productivité de la terre et du travail pour l'Afrique .....	87
3.7	Evolution du pourcentage de productivité totale des facteurs, de l'efficacité et du changement technique .....	88
3.8	Consommation de nutriments d'engrais, kg/ha, 2003-09 .....	97

4.1	Parts des pays dans le total des importations (%)	112
A4.1	Evolution des TAS pour les denrées céréalières par pays	128
A4.2	Evolution des TAS pour les denrées non-céréalières par pays	130
5.1	Consommation apparente de céréales par habitant et TCAMB	146
5.2	Consommation apparente de racines et tubercules par habitant et TCAMB	147
5.3	Part de certains féculents dans la disponibilité en calories provenant de féculents	147
5.4	Disponibilité par habitant en sources de protéines de haute qualité Disponibilité	150
5.5	Disponibilité en légumineuses par habitant	151
5.6	Consommation apparente de fruits et légumes par habitant	153
A5.1	Disponibilité journalière en énergie alimentaire par pays	158
A5.2	Pays du Sahel, non côtiers : disponibilité journalière en protéines	158
A5.3	Pays du Sahel, côtiers : disponibilité journalière en protéines	159
A5.4	Pays hors Sahel, côtiers : disponibilité journalière en protéines	159
A5.5	Disponibilité journalière en lipides par pays	160
6.1	Enquêtes budget-consommation analysées par ReSAKSS	163
6.2	Pourcentage des dépenses totales des ménages consacré à l'alimentation, selon le quintile de revenus	164
6.3	Part des zones urbaines dans les dépenses alimentaires totales pour les principaux groupes d'aliments (%)	166
6.4	Evolution de la composition du budget alimentaire en milieu urbain (%)	166
6.5	Structure des dépenses alimentaires selon les principaux groupes d'aliments (%)	167
6.6	Part des dépenses totales consacrées aux féculents non transformé et transformés dans divers pays	172
6.7	Elasticités-revenu de la demande de produits alimentaires, par pays et lieu de résidence	177
A6.1	Pourcentage du budget alimentaire consacré à différents aliments	183
A6.2	Pourcentage du budget alimentaire consacré aux différents aliments	184
A6.3	Evolution des dépenses alimentaires	184
A6.4	Evolution des dépenses alimentaires	185
7.1	Caractéristiques des échantillons représentés dans les groupes de réflexion, Accra et Lagos, 2011-12	191
7.2	Importance du marché et part des produits alimentaires emballés au Nigeria, 2011	192
7.3	Croissance passée et projetée des ventes d'aliments emballés au Nigeria	192
9.1	Classification des pays selon la taille de leurs secteurs agroalimentaires	227
9.2	Classements des Etats membres de la CEDEAO sur l'indice de la facilité de faire des affaires	240
10.1	Nombre de volailles en Afrique de l'Ouest	261
10.2	Prix du poulet à Accra au début de 2012	263
11.1	Changements dans les incitations Agricoles : taux nets de soutien et taux relatifs de soutien à l'Agriculture (%)	298
11.2	Taux nets de soutien (%) pour les producteurs de coton	299
11.3	Valeur manufacturière ajoutée en pourcentage du PIB	299
11.4	Taux de croissance du PIB par habitant	302
11.5	Affectations en pourcentage des budgets de PNIA par activité	316
11.6	Taux de protection nominale observé au niveau de l'exploitation, 2005-10	325
11.7	Taux de croissance annuels moyens du PIB par habitant, 2008-11	327
A11.1	Eléments de coût du plan d'investissement du PDDAA du Sénégal, 2011-2015	337
A11.2	Répartition des coûts du PNIP-SA du PDDAA du Mali, 2011-2015	339
A11.3	Budget du PNIA du Ghana (METASIP), 2011-2015	342
A11.4	Part des dépenses publiques totales affectées à l'agriculture, 1990-2009 (%)	343
12.1	Bandes tarifaires du TEC de la CEDEAO	370
12.2	Modifications prévues de la protection des échanges avec l'adoption du TEC de la CEDEAO	371
12.3	Structure de la 5 <sup>e</sup> bande du TEC CEDEAO	372

## Liste des figures

2.1	Schémas de croissance de la population ouest-africaine . . . . .	56
2.2	Taux de croissance urbaine prévus en Afrique de l'Ouest, 2010-2020 . . . . .	57
2.3	Nombre d'individus affectés par les catastrophes naturelles en Afrique de l'Ouest . . . . .	70
3.1	Contribution de la superficie et du rendement à la croissance de production . . . . .	85
3.2	Tendances des rendements de céréales (t/ha) . . . . .	85
4.1	Part des produits agricoles dans le total des importations de marchandises (%) . . . . .	108
4.2	Part des produits agricoles dans la totalité des importations de marchandises (%) . . . . .	108
4.3	Commerce total des marchandises . . . . .	109
4.4	Balance commerciale alimentaire . . . . .	109
4.5	Balances commerciales de l'Afrique de l'Ouest avec le reste du monde sur le long terme (exportations nettes) . . . . .	109
4.6	Balance commerciale alimentaire (exportations nettes), 2006 - 2010 (en milliers de \$EU) . . . . .	110
4.7	Composition des importations alimentaires en Afrique de l'Ouest sur la durée . . . . .	110
4.8	Parts des cinq plus gros importateurs a dans les importations régionales . . . . .	112
4.9	Taux d'autosuffisance par céréale en Afrique de l'Ouest (%) . . . . .	115
4.10	Taux d'autosuffisance du des céréales totales par pays (%) . . . . .	116
4.11	TAS des denrées non céréalières en Afrique de l'Ouest (%) . . . . .	116
4.12	Composition des exportations agricoles et piscicoles sur la durée . . . . .	117
4.13	Cartographie des taux de croissance des principales denrées ouest-africaines exportées . . . . .	118
4.14	Flux commerciaux du bétail ruminant dans la région, 2010 . . . . .	123
A4.1	Balances commerciales cumulées d'Afrique de l'Ouest avec le reste du monde . . . . .	126
A.1	Exemples de volatilité des prix importée et générée en interne . . . . .	132
5.1	Part de l'huile de palme et de palmiste dans la disponibilité totale en huile végétale . . . . .	154
6.1	Parts marginales des aliments de base dans le budget alimentaire en zones urbaines . . . . .	178
6.2	Parts marginales de budget alimentaire pour les aliments de base en zones rurales . . . . .	178
6.3	Parts marginales des produits d'origine animale dans le budget alimentaire en zones urbaines . . . . .	179
6.4	Parts marginales des produits d'origine animale dans le budget alimentaire en zones rurales . . . . .	179
10.1	Bassins de production du riz en Afrique de l'Ouest . . . . .	249
10.2	Structure de la chaîne de valeur du manioc au Nigeria . . . . .	257
10.3	Production de fèves de cacao en Afrique de l'Ouest, 2012 (en tonnes) . . . . .	271
10.4	Production et flux commerciaux du niébé en Afrique de l'Ouest . . . . .	286
11.1	Taux de croissance annuelle de la production pour certaines denrées . . . . .	301
11.2	Part du budget de l'état affectée à l'agriculture (%) . . . . .	322
11.3	Taux de croissance agricole en 2008-2010 dans les pays de la CEDEAO (%) . . . . .	327
12.1	Droits consolidés et tarifs appliqués des céréales en Afrique de l'Ouest . . . . .	361
12.2	Obstacles routiers au commerce en Afrique de l'Ouest, avril-juin, 2010 . . . . .	367
12.3	Changement au niveau du nombre de contrôles routiers tous les 100 km par pays, 2009-2012 . . . . .	367

## Liste des encadrés

---

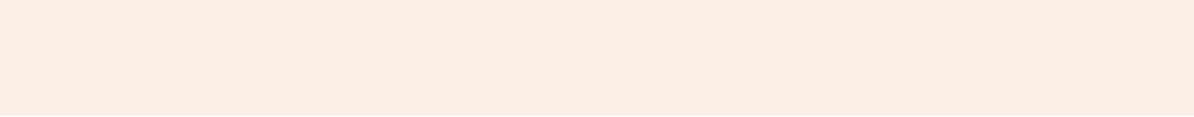
Encadré 2.1	Le double fardeau de la malnutrition en Afrique de l'Ouest .....	67
Encadré 2.2	De la dégradation des ressources à une intensification de l'agriculture durable .....	71
Encadré 6.1	Elasticité-revenu de la demande et parts marginales de budget .....	175
Encadré 9.1	Raisons de l'accès limité au financement des entreprises agroalimentaires .....	238
Encadré 10.1	L'histoire du riz à l'Office du Niger au Mali .....	252
Encadré 11.1	De nouvelles institutions de la CEDEAO pour la mise en œuvre de l'ECOWAP .....	320
Encadré 11.2	Instruments politiques de l'ECOWAP .....	320
Encadré C.1	Recommandations pour renforcer l'efficacité des programmes de subvention aux engrais en Afrique .....	353
Encadré 12.1	Etudes de l'impact d'un APE UE-CEDEAO sur l'agriculture et l'agro-industrie ouest-africaines .....	376

## Liste des acronymes

ADO	Aide au développement officielle
AGWA	Croissance agricole en Afrique de l'Ouest [Agricultural Growth in West Africa]
APE	Accord de partenariat économique
BA	Bilan alimentaire
BAD/AFDB	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BT	Bacillus thuringensis
CAF	Coût, assurance et fret
CCC	Conseil du Café-Cacao (Cote d'Ivoire)
CEA	Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest [ECOWAS en anglais]
CER	Communauté économique régionale
CFDT	Compagnie Française de Développement des Textiles
CI	Comité interprofessionnel
CITI	Classification internationale type, par industrie
CILSS	Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CIRAD	Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement
CMDT	Compagnie Malienne de Développement des Textiles
CNO	Compagnies de négoce officielles
COFOG	Classification de l'ONU des fonctions de gouvernement
CORAF	Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement
CRE	Communauté régionale économique
CSSPPA	Caisse de Stabilisation et de Soutien des Prix des Produits Agricoles (Côte d'Ivoire)
DAERE	Département de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau (CEDEAO)
DCC	Droit compensateur de la CEDEAO
ECOWADF	Fonds de développement agricole de la CEDEAO
ECOWAP	Politique agricole régionale de la CEDEAO
ECOWAS	Economic Community of West African States [CEDEAO en français]
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIFA	Facilité de financement pour les importations alimentaires
FMHQ	Farine de manioc de haute qualité
FMI	Fond monétaire international
FOB	Franco à bord
GAFSP	Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire
GAMA	Greater Accra Metropolitan Area
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GOANA	Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (Sénégal)
HPLE	Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition
ID3A	Initiative pour le développement de l'agrobusiness et des agro-industries en Afrique
IED	Investissement étranger direct
IFDC	Centre international de développement des engrais
IFPRI	International Food Policy Research Institute
IITA	Institut international pour l'agriculture tropicale
INSAH	Institut du Sahel
IRCT	Institut de Recherche Cotonnière et des Fibres Textiles Exotiques

ISF	Taxe de sauvegarde inversée
LBC	Licensed Buying Company (Ghana)
LDN	Loi sur le Domaine National (Sénégal)
LOA	Loi d'Orientation Agricole (Mali)
LOASP	Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale (Sénégal)
MEGC	Modèle d'équilibre général calculable
MIR	Commercialisation régional des intrants (Marketing Inputs Regionally–projet conjoint de l'IFDC et de la CEDEAO)
MTBF	Cadre budgétaire de moyen terme (Nigeria)
MTF	Stratégie sectorielle à moyen terme (Nigeria)
NBS	Nigerian Bureau of Statistics
NCB	Nigerian Cocoa Board
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NPF	Nation la plus favorisée
OCDE/OECD	Organisation de coopération et de développement économique
OGM	Organisme génétiquement modifié
OMC/WTO	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
ON	Office du Niger (Mali)
ONG	Organisation non-gouvernementale
OTC	Obstacles techniques au commerce
PAPED	Programme APE pour le Développement de l'Union européenne
PAS	Programme d'ajustement structurel
PAU	Politique Agricole de l'UEMOA
Pays ACP	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
PDDAA	Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays moins avancés
PMB	Part marginale du budget
PMBA	Part marginale du budget alimentaire
PME	Petites et moyennes entreprises
PNIA	Plan national d'investissement agricole
PNIP-SA	Plan National d'Investissement Prioritaire dans le Secteur Agricole (Mali)
PNISA	Plan National d'Investissement du Secteur Agricole (Mali)
POAO	Programme Qualité Afrique de l'Ouest
PRIA	Plan régional d'investissement agricole
ReSAKSS	Système d'analyse stratégique régionale et d'appui à la connaissance
RESOGEST	Réseau des Structures Publiques en charge de la Gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest
ROPPA	Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest
RSR	Restaurant à service rapide
SLEC	Le Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO
SOFITX	Société Burkinabé des Fibres Textiles (Burkina Faso)
SPG	Système de préférences généralisées de l'Union européenne
SPG +	Système amélioré de préférences généralisées de l'Union européenne
SWAC	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE (CSAO)
Système HACCP	Système d'analyse des dangers - points critiques pour leur maîtrise (méthode pour concevoir des systèmes de sécurité sanitaire des aliments)
TAS	Taux d'autosuffisance
TDP	Taxe dégressive de protection

TEC	Tarif extérieur commun
TNS	Taux nominal de soutien
TRS	Taux relatif de soutien
TSA	Accord commercial Tout Sauf les Armes de l'Union Européenne
TSI	Taxe de Sauvegarde à l'Importation
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UA	Union africaine
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNCTAD	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED)
UNDESA	Département des affaires économiques et sociales de l'ONU [ONU – DAES]
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNIDO/ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
USAID	United States Agency for International Development
USD	Dollar américain
USDA	United States Department of Agriculture
VAM	Valeur ajoutée du secteur manufacturier
WECARD	West and Central African Council for Agricultural Research and Development
ZMOA	Zone monétaire ouest-africaine



L'étude AGWA examine, pour la région de la CEDEAO, les opportunités et les défis auxquels est confronté le système agroalimentaire (que nous désignons dans l'étude par Agriculture, avec un A majuscule). Elle analyse de plus près les facteurs déterminants et les tendances qui affectent la demande et l'offre de produits agroalimentaires, la performance du secteur Agricole et les politiques y afférentes, et les implications pour l'orientation de futures politiques. Les principales conclusions et messages clés sur la voie à suivre sont les suivantes:

## Principaux résultats

*Les opportunités de croissance Agricole en Afrique de l'Ouest sont sans précédent*

- » Les opportunités de marché pour les producteurs de denrées alimentaires en Afrique de l'Ouest sont de plus en plus dynamiques en raison de l'essor démographique, l'urbanisation, la croissance des revenus, la diversification des régimes alimentaires et la hausse des prix à la production. Le meilleur potentiel de croissance du marché existe pour les produits d'origine animale, suivi du riz, du poisson, et des fruits et légumes. La production et la commercialisation de ces produits exigent une main-d'œuvre nombreuse et représente donc un fort potentiel de création d'emplois.
- » La demande alimentaire se transforme, passant de produits en vrac non différenciés à des aliments caractérisés par différents attributs de qualité tels que les caractéristiques nutritionnelles et de santé, l'emballage, et la facilité de préparation, offrant des opportunités importantes pour la valeur ajoutée.
- » La demande mondiale pour les produits agricoles est également en hausse, en particulier dans les économies émergentes à croissance rapide, ce qui ouvre des perspectives pour les exportations agricoles traditionnelles et non-traditionnelles de l'Afrique de l'Ouest.
- » La politique Agricole et le cadre incitatif se sont améliorés ces vingt dernières années et ont rehaussé l'image de l'Agriculture à l'échelle nationale, régionale et mon-

diale, plus récemment, à travers le processus ECOWAP / PDDAA.

- » L'émergence d'organisations de parties prenantes plus indépendantes et dynamiques renforce les perspectives de croissance.

*Mais ces opportunités s'accompagnent de nouveaux défis pour les systèmes agroalimentaires en Afrique de l'Ouest qui rendent les décisions politiques plus complexes*

- » Le marché international est de plus en plus volatile, et faire des projections à long terme s'avère de plus en plus difficile.
- » L'agriculture en Afrique de l'Ouest fait face à une concurrence accrue sur deux fronts : le marché et les ressources naturelles, notamment la terre et l'eau.
- » L'élaboration et la mise en œuvre des politiques Agricoles est plus complexe en raison du plus grand nombre de parties prenantes et les multiples demandes placées sur la politique Agricole, allant de la croissance élargie des revenus, à la fourniture d'aliments possédant des attributs de santé et de sécurité sanitaires et à la protection de l'environnement, en passant par la création d'emplois.
- » Réduire les importations alimentaires pour augmenter les prix afin de stimuler la production régionale deviendra plus difficile sur le plan politique en raison du nombre croissant et du poids politique des consommateurs

pauvres des zones urbaines et parce que la majorité des africains de l'Ouest dépense une grande partie de leurs revenus dans l'alimentation.

- » L'importance croissante d'intégration régionale nécessite une coordination accrue des politiques entre les Etats-membres de la CE-DEAO.
- » La réalisation du large ensemble d'objectifs que les africains de l'Ouest se sont fixés pour leur système agroalimentaire requière des mesures qui transcendent le cadre traditionnel des ministères de l'agriculture et nécessite une meilleure coordination entre plusieurs ministères (par exemple, agriculture, santé, transports, énergie, éducation) et entre les différents niveaux de gouvernement (national, provincial et local).
- » La transition alimentaire en cours, en particulier dans les zones urbaines, se traduit par un double fardeau de la malnutrition, où la sous-alimentation coexiste avec des niveaux croissants de surpoids et d'obésité et les problèmes qui en découlent telles que les maladies cardiaques, l'hypertension et le diabète.

*La croissance Ouest Africaine reste très vulnérable aux chocs*

- » La forte croissance économique de l'Afrique de l'Ouest a été alimentée dans une large mesure par un boom des ressources naturelles et les industries extractives. Puisque beaucoup de ces ressources ne sont pas renouvelables, les politiques doivent donc mettre l'accent sur l'investissement productif des revenus qui en sont issus pour accroître la productivité globale de l'économie, notamment du secteur agroalimentaire, au lieu de simplement les utiliser pour financer des importations alimentaires croissantes.
- » La région reste vulnérable aux catastrophes d'origine naturelle et humaine dont la crise récente d'Ebola en est une illustration frappante. Ainsi, le programme de croissance de

l'Agriculture doit être très étroitement lié au programme de résilience.

*A ce jour, la réponse de l'Afrique de l'Ouest face à ces opportunités et ces défis a été mitigée*

- » Bien que la production ait enregistré une forte croissance ces trente dernières années, notamment pour de nombreuses denrées essentielles, l'offre sur les marchés les plus dynamiques n'a pas pu satisfaire l'augmentation de la demande (par exemple, pour le riz, les produits d'origine animale et les produits transformés). Qui plus est, le bilan des gains de productivité et donc la baisse des coûts de production unitaires, n'est pas constant car l'expansion de la production a été souvent basée sur une extensification qui n'est pas écologiquement durable. Il en résulte un recul de la compétitivité de nombreux produits agricoles échangeables originaires d'Afrique de l'Ouest, comme en témoignent l'augmentation des importations de produits alimentaires et l'érosion de la part de la région dans plusieurs de ses marchés d'exportation traditionnels.
- » Si l'on compte un certain nombre d'expériences Agricoles réussies, la plupart des chaînes de valeur Agricoles souffrent de problèmes de mauvaise coordination et de manque de confiance entre les acteurs, liés à des coûts élevés, une insuffisance de la transmission de l'information et des mesures incitatives. En raison de la faiblesse des chaînes d'approvisionnement nationales, un grand nombre de segments de marché dynamiques pour les produits alimentaires transformés s'approvisionnent en matières premières importées. Les exemples de réussite illustre le potentiel de ce qui pourrait être réalisé. Les défis cruciaux sont donc de tirer des enseignements du passé, en adaptant les importantes leçons à d'autres contextes et de les étendre.

*La mise en œuvre des politiques est plus difficile que leur formulation. Les problèmes de mise en œuvre sont souvent liés à trois facteurs :*

- » Une tendance à proposer des solutions qui dépassent de loin les ressources financières et humaines dont disposent les entités chargées de la mise en œuvre.
- » Renversements fréquents de politique et interventions ad hoc du gouvernement créant une méfiance entre les acteurs privés et le gouvernement, sapant ainsi l'efficacité et la politique et les incitations à investir.
- » Les incitations à mettre en œuvre les mesures proposées sont mal harmonisées, que ce soit à l'échelle nationale ou individuelle. Des intérêts nationaux divergents expliquent certaines difficultés à conclure un accord sur les réglementations des échanges régionaux et leur mise en œuvre peu brillante une fois ces dernières adoptées. Le manque d'alignement des incitations individuelles sur les intérêts régionaux et nationaux est au cœur de nombreux problèmes de recherche de rente qui entravent toujours les échanges régionaux.

### *La voie à suivre : Messages clés*

#### *Six principes doivent guider les politiques Agricoles dans la région :*

1. La diversité des systèmes agroalimentaires ouest-africains exige un ensemble de mesures différenciées. Une approche politique passe-partout est probablement vouée à l'échec. Uniformiser les règles du jeu entre tous les acteurs dans le système agroalimentaire et un soutien particulier aux femmes et aux jeunes sont des priorités transversales pour les politiques. En même temps, il est important de ne pas rejeter à priori les possibilités de renforcer des liens avec des acteurs plus grands ayant un potentiel de transformation du système agroalimentaire.
  2. Les interventions dans les systèmes agroalimentaires doivent se fonder sur une conscience aiguë de l'évolution rapide de la demande des consommateurs afin d'identifier les opportunités d'investissement pour les différents intervenants du système alimentaire et de guider les priorités pour soutenir les politiques et investissements publics.
  3. Les gains de productivité dans l'ensemble du système agroalimentaire sont le seul moyen durable de satisfaire simultanément les besoins des consommateurs et des producteurs. Plutôt qu'une simple répllication d'une « révolution verte », il est nécessaire de favoriser une combinaison de l'intensification durable, l'agriculture intelligente face au climat et le développement des chaînes de valeur inclusives.
  4. Renforcer la création de valeur ajoutée sous ses diverses formes est indispensable pour conquérir des marchés plus lucratifs et relever les revenus dans le système agroalimentaire. Cela nécessite un environnement propice à l'investissement, l'amélioration des marchés et les infrastructures de transport, et le renforcement des organisations des parties prenantes, allant des agriculteurs jusqu'aux consommateurs.
  5. Pour être compétitive dans une large gamme de produits face aux grands acteurs mondiaux tels que le Brésil, la Chine et l'Inde, l'Agriculture ouest-africaine doit réaliser certaines économies d'échelle dont ces pays bénéficient. *Cela n'est possible que si l'intégration régionale est plus avancée.* Toutefois, l'avenir de l'intégration régionale dépend surtout du comportement des grands acteurs, en particulier le Nigeria. Dans le passé, le Nigeria et d'autres grands acteurs, tels que le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, ont souvent pris des mesures politiques qui ont entravé l'intégration régionale.
  6. Les gains de productivité agricole doivent être complétés par des mesures de renforcement de la résilience.
- Atteindre une croissance agricole plus rapide, plus diversifiée et plus durable en Afrique de l'Ouest exige un meilleur environnement politique, des investissements publics indispensables, et une mise en œuvre renforcée des politiques.

» *Un meilleur environnement politique* incite les acteurs du secteur privé (y compris des agriculteurs) à investir dans des technologies d'amélioration de la productivité Agricole ; renforce la qualité et la gestion des risques tout au long du système agroalimentaire ; et fournit un ensemble d'outils plus prévisibles et performants pour faciliter l'accès des pauvres à la nourriture. Les éléments clés d'un environnement politique efficace sont la prévisibilité, les axes prioritaires, la participation et l'inclusion (y compris de l'aspect genre), la cohérence et la capacité de progresser avec le temps au fur et à mesure que l'économie et la société dans son ensemble évoluent.

» *Les investissements publics indispensables* devraient compléter et attirer des investissements privés supplémentaires et répondre aux objectifs essentiels de la politique alimentaire, tels que l'amélioration de la gestion des risques.

L'augmentation du niveau des investissements publics dans et pour l'Agriculture est important (par exemple, jusqu' à la cible du PDDAA, établie à 10% du budget national), mais un meilleur assortiment d'investissements l'est encore plus. La plupart des hausses récentes de dépenses agricoles ont servi à subventionner des biens privés, surtout des engrais et autres intrants, ainsi que du matériel agricole. Le danger, c'est que des subventions très coûteuses pourraient évincer les autres investissements dans des biens publics, qui sont déterminants pour la croissance à long terme, et décourager dans la foulée les investissements privés dans la fourniture de biens actuellement subventionnés.

Le secteur public devrait concentrer ses investissements dans les domaines les plus rentables et favorables à une croissance généralisée à long terme et dans lesquels le secteur privé est peu apte ou incité à investir. Les points clés comprennent:

- La recherche agricole, la vulgarisation et le développement et le développement du capital humain connexe.
- Les infrastructures, notamment les routes rurales, les infrastructures de marché, l'irrigation et la fourniture d'électricité fiable.
- Construire la base des compétences pour l'Agriculture du vingt-et-unième siècle, par une transformation des systèmes d'enseignement agricole, de l'école primaire à l'université. La transformation de l'Agriculture ouest-africaine exigera un ensemble de compétences bien différentes à tous les niveaux de la chaîne agroalimentaire que celles actuellement présentes dans la plupart des pays de la CEDEAO.
- Soutenir l'action collective et les innovations institutionnelles pour la gestion des risques et la réduction des coûts de transaction.
- Travailler avec le secteur privé pour améliorer la sécurité sanitaire et la qualité.

» Les investissements en infrastructure (« hardware ») doivent être complétés par des réformes politiques et réglementaires. Par exemple, les réformes des règles qui restreignent la concurrence dans le transport routier et réduisent donc les rendements à l'amélioration des routes sont nécessaires, de même que les réformes politiques dans le financement agricole pour inciter le secteur privé à investir plus dans le stockage des céréales et augmenter donc les rendements à l'investissement dans l'infrastructure de stockage.

» Pour tirer pleinement parti des investissements publics dans les infrastructures et le développement des capacités et l'action collective en termes de stimulation des investissements privés complémentaires, d'autres améliorations sont requises pour faciliter les activités commerciales. Les pays de la CEDEAO se classent généralement dans le tiers inférieur de tous les pays du monde, selon

les indicateurs de la Banque mondiale sur « la facilité de faire des affaires » (exigences d'octroi de licences, temps pour enregistrer une entreprise, corruption, etc.).

» L'amélioration de la mise en œuvre des mesures politiques exige (1) le renforcement des capacités de mise en œuvre, d'analyse et de suivi-évaluation des principales agences et organisations qui en sont chargées (2) l'amélioration des bases de données à partir des-

quelles les décisions politiques sont prises et (3) des efforts d'harmonisation plus étroits entre les intérêts des divers pays, les acteurs individuels et l'ensemble de la région. Les plus fortes mesures incitatives pour une mise en œuvre efficace et transparente des politiques viendront peut-être du fait de la promotion de solides groupes de parties prenantes nationales et régionales du secteur privé et d'une presse libre, susceptibles de contrebalancer l'inefficacité et/ou la corruption.